

Lavrov accuse l'Allemagne et l'UE de dérive vers un Quatrième Reich

écrit par Christine Tasin | 2 août 2025



Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères



Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères

Dans un article en l'honneur du 50e anniversaire des Accords d'Helsinki, Sergueï Lavrov fustige l'UE et l'OTAN, les accusant de réécrire l'histoire, de militariser l'Allemagne et de rejeter la responsabilité de la dégradation de la sécurité européenne sur la Russie. Il sonne aussi l'alarme face à un risque accru de conflits en Eurasie.

L'Allemagne d'aujourd'hui, mais aussi l'Europe en général sous les dirigeants actuellement au pouvoir dégénèrent en une sorte de Quatrième Reich, écrit sans prendre de gants Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, dans un article publié par le journal *Rossiïskaïa Gazeta* à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Acte final d'Helsinki.

À titre d'exemple, il rappelle que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé son intention de collecter **800 milliards d'euros, prétendument destinés à la défense.**

« Ces derniers temps, c'est surtout **le chancelier allemand** qui se permet de s'exprimer sur le sujet,

appelant à armer l'Allemagne, à envisager le service militaire obligatoire, à recréer (apparemment, comme à la veille de la Première et la Seconde guerres mondiales) la plus forte armée régulière en Europe », ajoute Sergueï Lavrov, rappelant les déclarations du ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, sur sa volonté de tuer des militaires russes.

L'UE et l'OTAN n'hésitent pas à falsifier « de façon barbare » les faits historiques

Le chef de la diplomatie russe souligne que les dirigeants des pays de l'UE et de l'OTAN cherchent à « réécrire les résultats de la Seconde guerre mondiale sans hésiter à falsifier, de façon barbare, les faits historiques ». « Les ennemis de la Russie s'efforcent d'escamoter le rôle phare de notre pays, l'URSS à l'époque, dans le processus d'Helsinki, d'altérer les objectifs fixés par les dirigeants soviétiques », souligne-t-il, ajoutant que la Russie est accusée « gratuitement et péremptoirement de saper le système de la sécurité européenne ».

Sergueï Lavrov rappelle que Moscou a proposé dès 1954 de créer un système de sécurité collective en Europe. Selon lui, il a fallu traverser de nombreuses crises, notamment la crise des Caraïbes, pour que les pays de l'OTAN prennent conscience de la nécessité d'accords supplémentaires. Le fruit de longues années de travail intense a été l'Acte final d'Helsinki, adopté le 1er août 1975, dont les dix principes ont été développés dans les documents de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Le respect des principes d'Helsinki aurait pu garantir la paix et le développement de tous les pays signataires, souligne le ministre russe des Affaires étrangères. Cependant, déplore-t-il, il est désormais « évident » que l'Occident n'a pas pris au sérieux les

engagements pris à l'époque.

Les forces raisonnables doivent prévenir une « époque de guerres » en Eurasie

Sergueï Lavrov avertit également que, en Eurasie comme partout dans le monde, « le risque de conflit potentiel augmente », **tandis que certains scientifiques et experts prédisent « une décennie, voire toute une époque de guerres »**. « J'en suis convaincu : toutes les forces responsables et raisonnables doivent prévenir un tel scénario », conclut le chef de la diplomatie russe.

L'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), signé à Helsinki le 1er août 1975 par les dirigeants de 33 pays européens, des États-Unis et du Canada, est un document fondamental sur la sécurité et la coopération en Europe. Il a consolidé les résultats politiques et territoriaux de la Seconde Guerre mondiale et a établi dix principes régissant les relations entre les États, parmi lesquels figurent l'égalité souveraine et le respect des droits inhérents à la souveraineté, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'égalité des droits des peuples et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la coopération entre les États, etc.

[Source](#)